

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 33 (1953)
Heft: 7

Artikel: Les conséquences économiques de la paix froide
Autor: Aymard, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888349>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les conséquences économiques de la paix froide

par

Philippe Aymard

ON peut croire ou ne pas croire à la sincérité de la nouvelle attitude du Kremlin. On ne peut en tout cas nier qu'il y ait depuis la mort de Staline quelque chose de changé et qu'il soit nécessaire de réviser les idées que l'on avait depuis cinq ans sur un certain nombre de problèmes.

Depuis le début de la guerre froide, en effet, et singulièrement depuis le déclenchement de l'attaque nord-coréenne, le 25 juin 1950, la hantise d'un nouveau conflit dominait les préoccupations gouvernementales dans tous les pays de l'est, comme de l'ouest. Sur le plan économique, qui seul nous retient ici, les incidences étaient les suivantes :

- constitution de stocks dits stratégiques de matières premières essentielles à la défense nationale (caoutchouc, étain, laine, pétrole, cuivre, etc.) et maintien d'une demande élevée de ces produits sur les différents marchés mondiaux ;

- prélèvement considérable sur le revenu national à des fins de réarmement, et volume important de dépenses publiques impliquant à la fois une pression fiscale constante et un plein emploi industriel dépendant des commandes de l'État ;

- coupure du monde en deux blocs et arrêt à peu près total des échanges complémentaires entre les pays situés des deux côtés du rideau de fer, entraînant distorsions et déficits chroniques dans les balances des paiements de la plupart des nations d'Europe occidentale et du Commonwealth.

Maintenant que le Kremlin multiplie les gestes d'apaisement en Corée, en Autriche, en Turquie, en Yougoslavie, en Allemagne orientale et se déclare prêt à faciliter la coexistence pacifique des mondes collectiviste et capitaliste, on peut légitimement se demander quelles conséquences un tel changement d'attitude va pouvoir entraîner du point de vue économique, si les bonnes dispositions, ainsi manifestées, se confirment et se développent.

Il faut distinguer, semble-t-il, entre ce que les Keynésiens appellent la courte période et la longue période.

A brève échéance, en effet, on peut prévoir une période d'adaptation au cours de laquelle le ralentissement de l'effort d'armement déjà amorcé dans certains pays posera aux Pouvoirs publics des problèmes de reconversion parfois délicats à résoudre. Mais les perspectives nouvelles offertes par la technique moderne devraient fournir les moyens voulus pour maintenir le plein emploi, et le développement de nouvelles sources de richesses pourrait aider au relèvement du niveau de vie des populations.

A plus long terme, il est possible que l'on assiste à un déplacement graduel du centre de gravité économique du monde : dans le duel est-ouest, l'Amérique exerçait une prépondérance militaire incontestée dans le camp occidental, et son économie « dominante » régissait en fait toute la Communauté atlantique. Une période prolongée de détente politique pourrait favoriser au contraire l'essor des échanges internationaux et redonner, de ce fait, aux vieilles nations commerçantes une place de premier plan, qui contribuerait à mieux équilibrer les forces économiques en présence. Il y a là pour le Commonwealth et la Grande-Bretagne une occasion peut-être unique de reconquête d'une splendeur passée, occasion que le Gouvernement de Londres va s'efforcer de saisir par tous les moyens en son pouvoir.

I. — A COURT TERME : PÉRIODE D'ADAPTATION DÉLICATE

Il serait inexact de prétendre que la perspective d'un apaisement international a entraîné ou va entraîner une chute profonde des cours des matières premières ou des valeurs en Bourse.

En fait, après les excès spéculatifs de l'hiver 1950-1951 consécutifs au déclenchement du conflit coréen, un certain nombre de facteurs avait ramené les cours à des niveaux moins exagérés : la fermeté de la politique économique américaine à partir de février 1951, fixant des prix plafonds aux principales matières premières, l'augmentation de la production grâce à l'appât de gains plus importants, et surtout à partir de 1952 la réouverture des grands marchés à terme qui a, dans tous les cas, précipité la chute des cours en étalant la demande dans le temps et en régularisant les courants d'offre. La meilleure preuve en est que l'indice Moody des prix de gros des matières premières, qui était de 396 le jour de l'attaque en Corée, après avoir poussé une pointe à 523,2 en janvier 1951, se retrouvait en janvier 1953 (donc avant la volte-face soviétique) à 406,4 et n'a à peu près pas varié depuis.

Il est à prévoir cependant que l'éloignement de la menace de guerre va favoriser pendant quelque temps encore le glissement des cours, et la réouverture en 1953 de certains autres marchés mondiaux de matières premières (laines à Bradford, café au Havre,

sucré à Hambourg et surtout blé à Londres et Liverpool le 31 août) accentuera certainement ce mouvement.

Une baisse des prix de gros n'est pas mauvaise en soi, puisqu'elle devrait, en principe, se répercuter au stade du détail et entraîner une amélioration notable du niveau de vie des consommateurs. Mais d'autres considérations ne manquent pas d'intervenir : plaintes des producteurs dont l'exploitation cesse d'être rentable, avec les incidences politiques et sociales qu'un tel état de choses comporte dans certaines régions, résistance des prix à la baisse par suite des ententes et des mécanismes complexes de distribution, moins-values fiscales en raison de la diminution du chiffre d'affaires, etc.

Et il est bien certain que, dans le proche avenir, tout au moins, une période délicate de réadaptation va s'ouvrir provoquée par l'aggravation de la mévente et de la crise larvée des affaires qui sévissent déjà dans de nombreuses professions et par les difficultés que rencontreront les différents gouvernements dont les finances publiques sont déjà obérées, à apporter une aide efficace aux secteurs les plus touchés.

C'est évidemment vers les États-Unis que se tournent tous les regards en ce moment en raison du rôle dominant joué par ce pays depuis le dernier conflit. Les augures officiels affichent un optimisme de bon aloi, faisant état de la prospérité sans précédent que connaît actuellement l'économie américaine : niveaux records de la production d'acier, bénéfices records des chemins de fer, augmentation record de la construction d'autos, volume record de l'épargne privée.

Mais de bons observateurs manifestent quelques signes d'inquiétude : si Wall Street est resté relativement calme, les prêts bancaires ont augmenté ces derniers mois à une cadence très rapide, et la proportion des débiteurs, par rapport aux crédateurs, atteint elle aussi un record d'après-guerre, avec 46 % dans les principales banques new-yorkaises, contre 19 % en 1940. Les prêts à la consommation également se développent à une allure vertigineuse : en avril, les Américains ont acheté à crédit pour 329 millions de dollars de plus qu'en mars et le total des prêts s'élevait déjà à fin décembre 1952 à 23,97 milliards de dollars (soit 8.000 milliards de francs) contre 19,7 milliards huit mois plus tôt, avant la suppression, le 7 mai 1952, de la réglementation des prêts à la consommation par le Federal Reserve Board.

Les experts estiment que l'arrêt des hostilités en Corée va, à lui seul, entraîner une économie de 2 milliards de dollars, ce dont chacun se félicitera bien entendu, mais les industriels, qui depuis des mois pratiquent des investissements considérables, risquent de se trouver suréquipés : d'autant plus que sous la pression de l'opinion publique, impatiente de voir supprimer l'Excess Profit Tax sur les Sociétés et l'impôt exceptionnel de 11 % sur les salaires et revenus, le gouvernement va se trouver contraint de réduire — il a déjà commencé à le faire — de manière sensible le montant des commandes de l'administration.

Les mêmes problèmes de ralentissement des achats, de dégonflement des carnets de commande, d'endettement privé peut-être excessif se retrouvent, bien entendu, mais à moindre degré, dans les autres pays liés par le Pacte Atlantique. Est-ce à dire qu'une crise grave guette toutes ces économies si le volume des dépenses militaires vient à décroître brutalement ?

Telle n'est pas notre pensée. Bien d'autres activités — en dehors de la poursuite des différents plans de construction de logements — peuvent solliciter l'attention des Pouvoirs publics pour maintenir un plein emploi universellement reconnu comme indispensable à la stabilité politique et sociale d'une nation. Et c'est précisément cette reconversion qu'il importe de réaliser sans retard et sans heurt si l'on veut épargner aux différentes classes de la société des épreuves pénibles. La

Grande-Bretagne l'a fort bien compris qui a, dans son dernier budget présenté le 1^{er} avril, « parié » sur la paix et allégé le fardeau insoutenable des dépenses militaires qui menaçait d'asphyxier son économie, tout en consacrant simultanément au développement de son aviation commerciale des crédits considérables.

Les progrès constants de la technique moderne permettent, aujourd'hui, de mener à bien des travaux considérés jusqu'ici comme chimériques. Citons, à titre d'exemple, les projets de mise en valeur de l'Afrique et certaines suggestions visant plus particulièrement le vieux continent européen. Il va sans dire que l'on pourrait trouver en Asie ou en Amérique du Sud des possibilités tout aussi grandes d'expansion économique à des fins pacifiques. Sait-on qu'on a découvert dans les contre-forts de l'Atlas saharien des réserves d'eau évaluées à 2 milliards de mètres cubes par an, ce qui transformerait les conditions économiques d'immenses territoires désertiques ? Sait-on que le mois dernier, en présence de M. Louvel, un premier forage d'essai effectué dans l'oasis de Berriane, au Sahara toujours, a permis de faire jaillir du pétrole ? Sait-on que les mines de cuivre découvertes en Mauritanie sont parmi les plus riches du monde, que les gisements de manganèse, d'étain, de plomb sont considérables ? Sait-on que les ressources hydroélectriques de l'Afrique représentent 40 % des disponibilités mondiales, contre 12,5 % en Europe et 15 % aux U. S. A. ?

Le vieux rêve de l'Eurafrrique, la prophétie d'Erik Labonne : « Notre Oural c'est l'Atlas, notre Sibérie c'est l'Afrique » pourraient bien devenir un jour des réalités tangibles si l'attention des dirigeants, l'énergie des pionniers et l'audace des capitalistes convergeaient vers ce continent encore en friche.

En Europe, reprenant le projet déjà ancien de tunnel sous la Manche, M. Lemaire, ancien directeur général de la S. N. C. F., propose de réaliser par traction électrique une liaison ferrée entre la Grande-Bretagne et le Continent, les inconvénients dus au manque d'aération et à l'émanation de fumée et de gaz brûlés étant supprimés. Il suffirait de placer sur plateforme les voitures automobiles comme dans certains tunnels alpestres. On voit les répercussions aussi bien politiques qu'économiques qu'entraînerait la réalisation d'un tel projet au moment où la « Petite Europe » des six traverse une dangereuse crise de croissance.

Par ailleurs, M. Lemaire estime également possible de relier l'Europe à l'Afrique sous le détroit de Gibraltar, ce qui aurait pour conséquence de pouvoir, sans transbordement, envoyer par wagons entiers du matériel lourd des usines d'Europe aux chantiers africains, à condition bien entendu que l'Espagne accepte d'adopter le même écartement de voies que celui de tous les autres pays (sauf U. R. S. S.).

Des ingénieurs allemands, de leur côté, lancent l'idée d'un pipe-line européen pour alimenter à moindres frais les raffineries de l'Europe de l'ouest. D'une longueur de 1.600 kilomètres — c'est-à-dire à peu près comparable aux pipe-lines d'Irak et d'Arabie Séoudite — il recevrait à Narbonne le pétrole brut du Moyen-Orient et, à la cadence de 20 millions de tonnes par an, le conduirait par Bordeaux, Orléans, Paris, Douai, Gand et Brême à Hambourg avec divers embranchements destinés à alimenter Rouen, Dunkerque, Duisbourg et Cologne.

Comme on le voit il y a de quoi utiliser les hommes, les capitaux et les matières premières que rendrait disponible un ralentissement des besoins d'armement. Paul Valéry écrivait en 1931 dans « Regard sur le monde actuel » ces lignes devenues classiques : « Toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, partagée entre les nations... le temps du monde fini commence. » Mais à la découverte, purement géographique, peut succéder, pour le plus grand bien de l'humanité, une action en profondeur : organisation,

exploitation ou pour reprendre un mot en vogue, effort vers une meilleure productivité. Le champ est encore vaste et à la mesure de l'énergie des hommes.

II. — A LONG TERME : DÉPLACEMENT DU CENTRE DE GRAVITÉ DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Dans les « Conditions économiques de la Paix », le Prof. Ed. Carr écrit : « On pense parfois que la concurrence et la monnaie au XIX^e siècle n'avaient pas besoin d'être dirigés et que cette direction est non seulement inutile, mais nuisible en soi. C'est là une illusion. Le commerce international du XIX^e siècle était dirigé par les commerçants britanniques... Le financement international était dirigé par la Cité... C'est pour n'avoir pas trouvé un autre moyen de diriger et de financer le commerce international et pour n'avoir même pas compris qu'il fallait trouver un autre moyen, que la période qui suivit a été caractérisée par l'anarchie économique et financière. »

Ce jugement, très pertinent, s'applique à merveille à l'époque actuelle. Depuis un quart de siècle, en effet, s'est poursuivi le déclin de la livre sterling comme monnaie universellement recherchée et appréciée. Le dollar, au contraire, est devenu devise rare, devise chère, et à un moment donné on a pu croire que les États-Unis, en pleine possession de leurs atouts économiques exceptionnels allaient remplacer la Grande-Bretagne dans le leadership du commerce international. Il n'en a rien été.

Tant qu'il s'est agi de guerre à poursuivre ou à préparer, le dollar a été la monnaie reine et sa suprématie est demeurée incontestée. Mais dès que la menace s'éloigne et que l'on entrevoit la possibilité de coexistence pacifique entre les peuples, d'expansion du commerce international, de liberté des échanges et des transferts, c'est plus à la livre sterling qu'au dollar que l'on se reprend à penser, c'est vers Londres et non plus Washington et New-York que se tournent les regards. Les États-Unis, en effet, n'ont pas su se donner les moyens de leur politique, ni assouplir leur politique en fonction des moyens de leurs partenaires. Les hautes barrières douanières maintenues sous la pression des producteurs américains, l'interdiction de commercer avec certaines parties du monde rendaient proprement intenable la situation des autres pays et la générosité en prêts ou en dons corrigeait certains effets sans porter remède à la cause profonde.

Avec une continuité politique digne d'admiration, travaillistes et conservateurs ont patiemment œuvré pour que la Grande-Bretagne puisse reconquérir à

force d'obstination et de privations sa position d'autrefois. Ayant renoncé aux secours du Plan Marshall pour retrouver la pleine indépendance financière de leur pays, ils ont attendu leur heure et il semble bien qu'ils soient, au seuil de la nouvelle ère élisabéthaine, à la veille de recueillir le fruit de leurs efforts.

Si les perspectives de paix et de collaboration internationale se confirment, la Grande-Bretagne part, en effet, dans la nouvelle course avec une nette avance sur ses alliés d'hier, ses concurrents pacifiques de demain. N'oublions pas qu'elle seule a reconnu le Gouvernement de Mao-Tsé-Toung et, au plus fort de la crise d'Extrême-Orient, a maintenu le contact avec les marchés chinois. Aux Indes, elle a évacué les troupes qui y cantonnaient, mais laissé en place ses hommes d'affaires, et gardé intactes toutes ses positions commerciales. C'est à Londres que le Maréchal Tito s'est rendu pour sa première visite officielle. Malgré le désastre d'Abadan, personne n'a pris la place de l'Anglo-Iranian et les Américains, en dépit des sacrifices financiers

consentis, n'ont pas réussi à imposer leur influence au Proche-Orient.

Cet optimisme sur les destinées de l'Angleterre peut sembler exagéré ou à tout le moins prématuré. La situation économique y est encore extrêmement précaire, et les mesures d'austérité maintenues depuis bientôt quatorze ans viennent à peine d'être adoucies. La fortune anglaise s'est considérablement amoindrie, tant à l'intérieur par les prélèvements fiscaux, qu'à l'extérieur par les aliénations de participations industrielles et minières qui firent jadis la richesse et la force de ce pays. Et surtout la livre sterling est encore inconvertible et c'est là l'obstacle majeur à toute reconquête de l'hégémonie anglaise sur le commerce mondial.

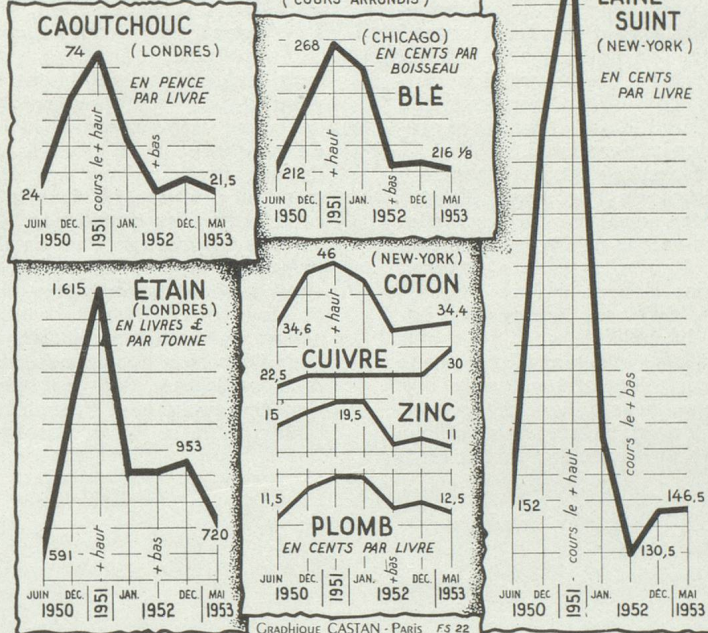
Sur ce dernier point, précisément, après les discussions passionnées qui divisent, depuis bientôt deux ans, économistes anglais et étrangers, l'on peut être assuré que les partisans du retour à la convertibilité n'ont pas perdu l'espoir de lever ce dernier obstacle et de refaire du sterling une véritable monnaie internationale, c'est-à-dire ni trop rare, ni trop chère, universellement acceptée et inconditionnellement transférable, tout au moins pour les pays tiers. Ils y sont de plus en plus poussés par des arguments de politique intérieure et extérieure qui rivalisent d'importance avec l'aspect purement économique et financier du problème.

On sait que sur le plan technique, cette question demeure fort délicate.

L'expérience de 1947 a laissé de tels souvenirs dans tous les esprits qu'il est impossible de risquer un nouvel échec. Il faut donc disposer de réserves en or et dollars suffisantes pour faire face aux demandes éventuelles de conversion en dollar des avoirs en livres des pays

MATIÈRES PREMIÈRES

COURS SUR LES GRANDS MARCHÉS MONDIAUX
(COURS ARRONDIS)



L'évolution du prix des matières premières

tiers. Ces réserves se montent actuellement à 2.321 millions de dollars. C'est beaucoup en regard des 1.662 millions détenus il y a un an, mais c'est trop peu en comparaison des 5 milliards de 1939, d'autant plus qu'il existe plus de 9 milliards de dollars de créances sterling accumulées depuis la guerre. Il faut donc, de toute nécessité, accroître de manière considérable le volant de sécurité de la Trésorerie.

Au cours de leur voyage aux États-Unis en février dernier, les dirigeants anglais avaient demandé deux choses au Président Eisenhower :

— l'élévation du prix de l'or toujours fixé à 35 dollars l'once depuis 1934 pour pouvoir obtenir davantage de dollars de la vente de l'or sud-africain ;

— l'abaissement des barrières douanières américaines pour pouvoir vendre davantage de produits payables en dollars.

Sur ces deux points, les États-Unis ont répondu négativement. Alors les Anglais se sont tournés vers le Fonds Monétaire International qui dispose, lui, des moyens d'action suffisants pour épauler un retour à la convertibilité de la livre, mais s'est refusé jusqu'à présent à en faire usage.

Pour convaincre les dirigeants du F. M. I. — on sait que les Américains y détiennent pratiquement la majorité — les Anglais ont esquissé un rapprochement monétaire avec l'Europe occidentale dont le récent accord d'arbitrage multilatéral entre les huit pays de l'ouest de l'Europe est un témoignage. Ce faisant, les dirigeants de Londres, forts de l'appui du Commonwealth, se présenteront devant le F. M. I. en un front uni représentant les 2/3 du commerce international.

On murmure même dans certains cercles financiers qu'un projet de marché libre de l'or serait élaboré aux termes duquel le métal serait vendu à guichet ouvert à Londres à la contre-valeur en livres de 35 dollars l'once (cours officiel). Une telle mesure attirerait en Grande-Bretagne tous les dollars qui ne peuvent aux États-Unis s'échanger librement contre de l'or (puisque le marché libre du métal jaune n'y est pas toléré) et dont les propriétaires redoutent à long terme une dévaluation par rapport à l'or. Avec les dollars, ainsi obtenus, la Trésorerie anglaise obtiendrait, comme c'est son droit, la cession d'or au même cours officiel de la Trésorerie américaine et le circuit pourrait fonctionner sans à-coups.

Si l'Angleterre parvenait à restaurer, même partiellement, la convertibilité de la livre (pour les paiements courants, par exemple, à l'exclusion, pour l'instant, des transferts concernant les avoirs bloqués en sterlings), il est permis de penser que la Cité de Londres retrouverait, en peu de temps, sa prééminence financière et le Commonwealth son rôle prépondérant dans la direction du commerce international.

On verrait ainsi se dessiner l'ébauche d'un nouvel équilibre des grandes puissances économiques, dans lequel viendrait s'adjoindre aux deux blocs monolithiques de l'U. R. S. S. et des U. S. A. un troisième groupe centré autour du Commonwealth et de l'Europe occidentale (elle-même prolongée par les possessions anglo-françaises d'Afrique) et dont le rôle modérateur serait essentiel entre les deux empires de l'est et de l'ouest.

Dans ce nouveau cadre pourrait alors s'épanouir sans restriction mentale une large fédération européenne réalisée non plus sous la menace d'une guerre ou la pression d'un pays tiers, mais spontanément comme une nécessité de l'histoire et comme un témoignage de paix retrouvée.

CRISE de réadaptation, modification de l'équilibre des forces économiques en présence, telles nous paraissent être les conséquences à court et à long terme du changement de climat politique intervenu depuis quelques semaines, conséquences qui, dans une large mesure, inciteraient à l'optimisme, si de nombreuses et cruelles déceptions n'avaient pas, depuis vingt-cinq ans, appris à tempérer la confiance que l'on peut mettre dans la sagesse des gouvernants et la vertu des gouvernés.

Nous n'ignorons pas combien il aura pu paraître présomptueux, à partir de données fragmentaires et essentiellement mouvantes, de prétendre émettre des opinions que le simple raidissement d'un des partenaires en présence suffirait à remettre en question. Mais l'occasion nous a paru trop belle et trop nouvelle de nous évader des problèmes lancinants de la situation économique et financière intérieure pour ne pas tenter de la saisir au passage.

Philippe Aymard

